

Questions orales

ont eux-mêmes déclaré, il verra qu'ils jugent important que la TPS soit adoptée, parce que la taxe de vente en vigueur est inefficace. Le sénateur Buckwold, le sénateur MacEachen.

M. Lewis: Monsieur le Président, il y a un étranger à la Chambre, derrière cette tenture.

Une voix: Qui est-ce?

Des voix: M. Chrétien.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Il s'est éclipsé. Oh, le voici.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, un comité du Sénat, composé notamment de MM. Buckwold, Kirby et MacEachen, a recommandé que le gouvernement présente le plus vite possible une loi prévoyant la mise en place d'une taxe de vente multi-stades applicable à une large assiette fiscale. Autrement dit, une loi visant à remplacer l'actuelle taxe fédérale de vente par une taxe sur les produits et services.

Cela montre bien que le Parti libéral utilise des manœuvres politiques cyniques et sans envergure en bloquant la TPS. Les libéraux savent très bien qu'il n'y a pas d'autre solution et ils savent que le pays a besoin de cette taxe.

* * *

LE TRANSPORT AÉRIEN

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Par suite de la politique de privatisation et de déréglementation mise de l'avant par les conservateurs, nous avons vu deux grands transporteurs aériens avaler quatre transporteurs régionaux. Le prix des billets d'avion a monté plus vite que l'inflation. Il y a de moins en moins de jets qui desservent les régions. Des centaines de milliers de Canadiens qui ont acheté des actions d'Air Canada ont perdu de l'argent, et nous avons maintenant près de 3 000 personnes qui sont sans emploi dans cette société.

Comment le gouvernement peut-il garder des politiques qui n'ont servi qu'à déstabiliser l'industrie du transport aérien au Canada. Quelles mesures propose-t-il pour freiner la baisse que connaît cette industrie?

L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports): Monsieur le Président, il n'y a eu aucune baisse dans l'industrie du transport aérien au Canada.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: C'est déjà une amélioration.

M. Lewis: En fait, grâce à la déréglementation et au concept du réseau en étoile, il est devenu beaucoup plus facile pour les Canadiens de voyager.

Je tiens à signaler qu'Air Canada est en faveur de la politique d'ouverture des espaces aériens du gouvernement. Les porte-parole de cette société disent que la perspective d'une telle politique, qui permettra aux transporteurs de chaque pays d'assurer la liaison entre n'importe quel point dans un pays et n'importe quel point dans l'autre pays, est très encourageante.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, il est grand temps que le ministre se réveille et reconnaisse que notre industrie du transport aérien traverse actuellement une zone de turbulence. Je ne comprends pas comment il peut sacrifier une industrie déjà fragile en commençant des négociations bilatérales avec les États-Unis.

[Français]

Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Considérant les effets dévastateurs de ses politiques aériennes avec les milliers de mises à pied récentes, comment ce gouvernement peut-il oser sacrifier une industrie déjà affaiblie en commençant des négociations bilatérales avec les États-Unis, ce qui pourrait livrer le dernier coup fatal à l'industrie aérienne canadienne? Pourquoi?

[Traduction]

L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports): Monsieur le Président, la même personne, soit M. Claude Taylor, président d'Air Canada, a dit ce qui suit au sujet du concept d'ouverture des espaces aériens entre le Canada et les États-Unis: «Air Canada appuie sans réserve un processus de transition graduel comprenant des mécanismes qui visent à assurer l'intégration ordonnée des services de transport aérien offerts au public».

M. Marchi: Et que faites-vous des mesures de protection?

* * *

L'ÉCONOMIE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Hier, Air Canada a annoncé les pires mises à pied dans l'histoire de l'aviation civile: quelque 2 900 familles seront touchées par ces mises à pied, qui s'ajoutent aux 150 000 emplois perdus dans le secteur manufacturier.

Aujourd'hui, nous avons appris les mauvaises nouvelles concernant l'industrie de la pêche: 3 000 personnes de ce secteur ne seront pas admissibles aux prestations d'assurance-chômage par suite de la politique du gouvernement. Le Conference Board du Canada prévoit que, d'ici le milieu de l'année prochaine, le taux de chômage